

## Compte rendu du conseil communautaire du mardi 05 janvier 2016 Affiché le 07 janvier 2016

En exercice :	42
Présents :	37
Votants :	41

Les membres de la communauté de communes « Eure Madrie Seine », légalement convoqués, le 30 décembre 2015, se sont réunis en séance publique ordinaire, salle du conseil communautaire, 21 rue de Tournebut à Aubevoye, sous la présidence de madame Catherine MEULIEN, le 05 janvier 2016 à 19h30. Le secrétaire de séance était Monsieur LE FUR.

### A – AFFAIRES GENERALES

#### DECISIONS DE LA PRESIDENTE

**N°104/2015** : De conclure une convention de entre la communauté de communes Eure Madrie Seine (CCEMS) et le club de hand ball afin que le club participe aux frais afférents au transport.

**N°105/2015** : De passer la décision modificative n°4, virement de crédit, pour dépenses imprévues, du budget « général » de la communauté de communes Eure Madrie Seine.

**N°106/2015** : De conclure une convention pour le fauchage du terrain de football de la commune de Tosny par la communauté de communes Eure Madrie Seine.

**N°107/2015** : De conclure une convention financière pour l'entretien de la voirie (convention forfaitaire) entre la communauté de communes Eure Madrie Seine et la commune d'Aubevoye pour un montant de 24 573 euros. Les prestations portent sur le salage (préventif), le salage (curatif), le déneigement, l'enrobé (rebouchage des nids de poule), la tonne d'enrobé et le balayage.

**N°108/2015** : De vendre à SARL ETA DU TILLEUL représentée par Monsieur LE GENDRE ERIC une perceuse sur colonne 28mm 380V TRI pour un montant de 850€.

**N°109/2015** : De conclure une convention d'exploitation de terrain, propriété de la CCEMS et situé sur la commune d'Aubevoye cadastré AI 256 afin de permettre à Monsieur COLLAS d'exploiter ledit terrain. Cet accord ne donne lieu à aucune contrepartie financière de l'une ou l'autre partie

**N°110/2015** : De conclure une convention entre la communauté de communes Eure Madrie Seine et monsieur VAN DE STEENE afin de permettre à Monsieur VAN DE STEENE d'exploiter le terrain communal situé sur la commune de Saint Julien de la Liègue entre la parcelle ZB0039 et la route départementale n°10.

La convention a également pour objet d'autoriser la CCEMS à positionner une canalisation d'eaux usées sur cette parcelle dans le but de raccorder la commune de Saint Julien de la Liègue à la station d'épuration d'Aubevoye. Cet accord ne donne lieu à aucune contrepartie financière de l'une ou l'autre partie.

**N°111/2015** : avec la société PNAS/AREAS un marché de services d'assurances, lot n°1 « Dommage aux biens et risques annexes » - pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un montant de :

Offre de base :

Taux HT : 0.2565 €/m<sup>2</sup>

Prime TTC annuelle : 8 682.82 €

**N°112/2015** : De conclure avec la société PNAS/AREAS un marché de services d'assurances, lot n°2 « Responsabilité et risques annexes » - pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un montant de :

**Offre de base** « responsabilité et risques annexes » :

Franchise : NEANT sauf :

↳ Dommages immatériels non consécutifs 10 % du montant du sinistre avec un minimum de 750 € et un maximum de 4 000 €

Taux HT : 0,2977 % du montant total du budget de fonctionnement

Prime minimum irréductible TTC/an = 6 462,60 €

**Prestation supplémentaire n°1 : « responsabilité atteintes à l'environnement » :**

Franchise : 7 500 € par sinistre

Prime TTC/an = 2 932,42 €

↳ Extension assurance "Prévention et réparation des dommages environnementaux" :

Prime TTC/an = 374,09 €

↳ Extension assurance "Frais de dépollution des sols et des eaux" :

Prime TTC/an = 467,61 €

↳ Extension assurance "Frais de dépollution des biens immobiliers et des biens mobiliers" :

Prime TTC/an = 187,04 €

↳ Extension assurance "Prestations de service pour le compte de tiers" :

Prime TTC/an = 140,28 €

↳ Extension assurance "Epanchage des boues des stations d'épuration" :

Prime TTC/an = 249,39 €

**Prestation supplémentaire n° 2 : « Protection juridique » :**

Prime forfaitaire TTC/an = 1 300,00 €

**N°113/2015** : De conclure avec la société SMACL un marché de services d'assurances, lot n°3 « Flotte automobile et risques annexes » - pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour un montant de :

Offre de base : 13 468.34 € TTC

Avec franchise en dommages (vol, incendie, accident) :

↳ Véhicules ≤ à 3,5 T, engins ≤ à 1,5 T : 150 €

↳ Véhicules de + 3,5 T : 500 €

↳ Engins de + de 1,5 T, tracteurs, remorques : 500 €

↳ Cyclos : 75 €

Prestation supplémentaire 1 « marchandises transportées » : 57.40 € TTC

Prestation supplémentaire 2 « tous risques engins » : 474.30 € TTC

Avec franchise de 500 €

**N°114/2015** : De conclure avec la société GRAS SAVOYE/ETIKA un marché de services d'assurances, lot n°4 « Risques statutaires du personnel » - pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour un montant de :

Taux :

↳ Offre de base Décès, accident du travail et maladie professionnelle » : 0.68 %

↳ Taux Prestation supplémentaire n°1 «Longue maladie, maladie de longue durée » : 1.23 %

↳ Taux Prestation supplémentaire n°2 « Maternité » : 0.48 %

↳ Taux Prestation supplémentaire n°3 « Maladie ordinaire » (la franchise est de 10 jours fermes en maladie ordinaire) :1.09 %

Soit une prime provisionnelle de 47 822.86 € TTC

**N°115/2015** : De conclure avec la société PNAS/AREAS un marché de services d'assurances, lot n°5 « Protection juridique des agents et des élus » - pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour un montant de :  
Prime forfaitaire TTC/an = 279,00 €

**A – AFFAIRES GENERALES**

**1. ELECTION DE DU 2EME VICE-PRESIDENT ET DU 4EME VICE-PRESIDENT**

**ELECTION DU 2EME VICE-PRESIDENT**

Madame MEULIEN a fait appel de candidature pour le poste de 2<sup>ème</sup> vice-président.

Monsieur MANFREDI propose sa candidature pour occuper cette fonction. Aucun autre candidat ne se propose.

**A l'unanimité, Monsieur MANFREDI est élu 2<sup>ème</sup> vice-président**

**ELECTION DU 4EME VICE-PRESIDENT**

Madame MEULIEN a fait appel de candidature pour le poste de 4<sup>ème</sup> vice-président.

Monsieur NEUTENS propose sa candidature pour occuper cette fonction. Aucun autre candidat ne se propose.

**A l'unanimité, Monsieur NEUTENS est élu 4<sup>ème</sup> vice-président**

## **2. ELECTION D'UN MEMBRE RAPPORTEUR DU BUREAU EXECUTIF**

Madame MEULIEN a fait appel de candidature pour le poste de membre rapporteur du bureau exécutif. Monsieur BONNECARRERE propose sa candidature pour occuper cette fonction. Aucun autre candidat ne se propose.

**A l'unanimité, Monsieur BONNECARRERE est élu membre rapporteur du bureau exécutif.**

## **3. INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS COMMUNAUTAIRES A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2016**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**PREND** note que l'enveloppe globale maximale annuelle pour l'année 2016 s'élève à la somme de 132 322.68 euros,

**DECIDE** de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 :

- l'indemnité mensuelle brute de fonction de la présidente à 65% de l'indice 1015
- l'indemnité mensuelle brute de fonction des 9 vice-présidents à 21% de l'indice 1015,
- l'indemnité mensuelle brute de fonction des 8 délégués à 4.50% de l'indice 1015

**S'ENGAGE** à inscrire les dépenses au budget communautaire 2016.

## **4. COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES**

**Composition actuelle des commissions communautaires :**

<b>COMMISSIONS</b>	<b>THEMATIQUES</b>	<b>MEMBRES</b>
<b>commission : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>  Président : Mr MANFREDI	➤ Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) ➤ Eau potable ➤ Assainissement collectif ➤ Assainissement non collectif ➤ Bassins versants ➤ Développement durable	Mr AUZOU Mr LE FUR Mr CHAMBON Mr BODINEAU Mr LE MEHAUTE Mr MARTIN Mr POLLET Mr THIERRY Mr ALLOT Mme BOURGEOIS
<b>commission : SANTE/POLITIQUE DE LA VILLE</b>  Présidente : Mme HANTZ	➤ CLSPD ➤ Gens du voyage ➤ Observatoire du logement ➤ Accessibilité ➤ Maison de la santé ➤ Prévention ➤ Réseau local de promotion de la santé	Mr POLLET Mme PUCHEU Mr MOUTON Mr MENDY Mme SALELLES Mme BLOURDIER Mme POSIER Mme LEPAGE
<b>commission : FINANCES</b>  Président : Mr NEUTENS	➤ Budget ➤ Finances ➤ CLET ➤ Garanties d'emprunts	Mr MOYON Mme DROUILLET Mr RONZONI Mr LEQUETTE Mr LE FUR
<b>commission : CULTURE/TOURISME</b>  Président : Monsieur CHAMBON	➤ Culture/Tourisme/Loisirs ➤ Chemins de randonnées ➤ Ecole de musique ➤ Voies vertes ➤ Chemin de fer de la Vallée d'Eure	Mme MARIEN Mme ROUYER Mr BODINEAU Mr GLOTON Mme HANTZ Mr LE MEHAUTE Mme DROUILLET
<b>commission : ENFANCE/JEUNESSE</b>  Président : Mr ERMONT	➤ Pôle enfance ➤ Relation avec les associations jeunesse	Mr THOMAS Mme BLOURDIER Mr MENDY Mr BONNECARRERE
<b>commission : SPORT</b>	➤ Attributions de subventions ➤ Relations avec les associations sportives	Mr MOUTON Mr THOMAS Mr GLOTON

Président : Mr LE DIGABEL	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Développement du sport</li> <li>➤ Manifestations sportives</li> </ul>	Mr RONZONI Mr DE COSMI Mr BRIERE Mme ROUSSEL
<b>commission :</b> <b>ROUTES/TRANSPORT/PATRIMOINE</b> <b>/TRAVAUX</b>  Président : Mr LEQUETTE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bâtiments</li> <li>➤ Routes</li> <li>➤ Transports scolaires</li> </ul>	Mme BOTIA Mr MARTIN Mr SIMON Mr LE DILAVREC Mr GLOTON
<b>commission :</b> <b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>  Président : Mr COURVOISIER	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Développement économique</li> <li>➤ Prospective</li> <li>➤ Redressement économique</li> </ul>	Mr LE DILAVREC Mr AUZOU Mr MANFREDI Mr ALLOT Mr LE DIGABEL

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**ADOpte** la composition des commissions communautaires telles que décrites ci-dessus,

**PRECISE** que le 1<sup>er</sup> vice-président est membre de droit de toutes les commissions.

#### **5. PERSONNEL COMMUNAUTAIRE : CREATION D'UN EMPLOI D'ATTACHE TERRITORIAL A TEMPS COMPLET A COMPTER DU 6 JANVIER 2016**

**Le conseil communautaire, à la majorité absolue et une abstention (Monsieur ALLOT),**

**DECIDE** de créer, à compter du 6 janvier 2016, un emploi d'attaché territorial à temps complet,

**S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires au chapitre 012 – Frais de personnel – du budget communautaire 2016.

#### **6. DELEGATION DE POUVOIR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE A LA PRESIDENTE – MISSION COMPLEMENTAIRE : DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU)**

**Le conseil communautaire, à la majorité pour et huit contres (Mesdames BOURGEOIS, POSIER, DROULLET et Messieurs RONZONI, MARTIN, DE COSMI, ALLOT et AUZOU),**

**DECIDE** d'instituer le Droit de Préemption Urbain (D.P.U.) simple sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future des PLU ou POS approuvés, tel qu'institué par les communes avant le transfert de la compétence,

**DECIDE** de déléguer à la Présidente pour la durée de son mandat, le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain sur les zones définies à l'alinéa précédent ou de déléguer ce droit en application de l'article 213-13 du Code de l'Urbanisme pour toutes acquisitions,

#### **7. BASSIN D'ALIMENTATION DU CAPTAGE DE CAILLY SUR EURE : MODIFICATION DU TEMPS PASSE POUR L'ANIMATION AGRICOLE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'EURE**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**DONNE** un avis favorable à l'augmentation du volume en équivalent temps plein porté à 0,295 (soit 65 jours/an) dans le cadre de l'exécution de la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Eure, pour l'animation agricole sur le Bassin d'Alimentation du Captage des Bancelles sur la commune de Cailly-sur-Eure,

**DECIDE** de solliciter les subventions et participations relatives à cette modification du temps consacré à l'animation agricole et susceptibles d'être accordées par les partenaires de cette opération auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et de la Chambre d'Agriculture de l'Eure, pour l'année 2016, et potentiellement 2017,

**INDIQUE** que cette modification fera l'objet d'un avenant n°1 à la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Eure pour assurer l'animation agricole sur le BAC de Cailly-sur-Eure, en 2016 (avec une option sur 2017), sous réserve de l'accord de subvention de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et de la confirmation de la participation de la CA27,

**S'ENGAGE** à inscrire les dépenses et recettes au budget 2016 et potentiellement 2017.

**8. CESSION CCEMS - SCI JACA REPRESENTEE PAR M. BOISSEL DU LOT 12B – PARCELLE ZD N° 293 DE 5000 M<sup>2</sup> DE LA 1<sup>ERE</sup> TRANCHE DE LA ZAC DES CHAMPS CHOUETTE A SAINT AUBIN SUR GAILLON**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**DECIDE** de céder à la SCI JACA représentée par Monsieur Jacky BOISSEL, ou toute autre dénomination future de la même personne morale ou tout(s) crédit(s) bailleur(s) qui s'y substituerait(ent), le lot 12b de 1<sup>ère</sup> tranche de la ZAC des Champs chouette à Saint Aubin sur Gaillon, cadastré section ZD n° 293 de 5000 m<sup>2</sup> moyennant le prix de 13 € HT le m<sup>2</sup>, auquel il faut ajouter la TVA au taux en vigueur, sous réserve :

- de la signature du compromis de vente avant le 30 juin 2016,
- de la régularisation de la vente avant le 31 décembre 2016.

**AUTORISE** la Présidente ou le 1<sup>er</sup> Vice-Président à signer l'acte translatif de propriété à intervenir entre la Communauté de Communes Eure Madrie Seine et la SCI JACA représentée par Monsieur Jacky BOISSEL, ou toute autre dénomination future de la même personne morale ou tout(s) crédit(s) bailleur(s) qui s'y substituerait(ent) - ainsi que toutes les pièces s'y rapportant,

**HABILITE** Maître Boïstel, notaire à Gaillon, à établir l'acte de cession, avec le concours de Maître Legros, notaire à Louviers, étant précisé que les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur,

**S'ENGAGE** à inscrire la recette au budget communautaire 2016 au compte 70151 – terrains aménagés,

**S'ENGAGE** à produire au service des impôts la déclaration de T.V.A. correspondante.

**9. CESSION CCEMS - SCI JULCAREX REPRESENTEE PAR M. BOURGOIN DU LOT 17P – PARCELLE ZD N° 409 DE 6053 M<sup>2</sup> DE LA 1<sup>ERE</sup> TRANCHE DE LA ZAC DES CHAMPS CHOUETTE A SAINT AUBIN SUR GAILLON**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**DECIDE** de proroger le délai pour la régularisation de l'acte authentique de vente de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2016,

**AUTORISE** la Présidente ou le 1<sup>er</sup> Vice-Président à signer l'acte translatif de propriété à intervenir entre la Communauté de Communes Eure Madrie Seine et la SCI JULCAREX représentée par Monsieur Alain BOURGOIN, ou toute autre dénomination future de la même personne morale ou tout(s) crédit(s) bailleur(s) qui s'y substituerait(ent) - ainsi que toutes les pièces s'y rapportant,

**HABILITE** Maître Boïstel, notaire à Gaillon, à établir l'acte de cession, avec le concours du notaire de l'acquéreur, étant précisé que les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur,

**S'ENGAGE** à inscrire la recette au budget communautaire 2016 au compte 70151 – terrains aménagés,

**S'ENGAGE** à produire au service des impôts la déclaration de T.V.A. correspondante.

**B – AFFAIRES FINANCIERES**

**10. DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2016**

**RAPPORT POUR LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2016**

**BUDGET PRINCIPAL**

**PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DE FINANCES IMPACTANT LA CCEMS**

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DGF EPCI	2 181 726	1 873 646	1 577 748	1 267 189	1 235 428	1 204 289

La réforme du calcul de la DGF a été reportée mais la contribution au redressement de finances publiques demeure. Entre 2014 et 2019, la collectivité perdrait près de 1 000 000 avec la minoration.

Fonds de péréquation des ressources intercommunales (FPIC)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
FPIC solde	-379 313	-497 765	-630 881	-623 062	-623 062	-623 062

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
territoire						
variation annuelle		31,23 %	26,74 %	-1,24 %	0 %	0 %
prélèvement	379 313	497 765	630 881	623 062	623 062	623 062
versement	0	0	0	0	0	0
FPIC solde EPCI	-147 376	-193 403	-245 124	-242 086	-242 086	-242 086

La probabilité de devenir bénéficiaire du FPIC est quasiment inexistante sauf en cas de forte diminution du revenu par habitant (composante majoritaire de l'indice).

## LES GRANDES MASSES FINANCIERES

Les masses budgétaires

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Recettes de fonctionnement</b>	19 779 190	19 235 052	20 398 239	20 977 033	20 794 861	20 870 726
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	16 941 761	17 228 400	17 419 656	18 877 512	19 047 119	19 189 304
<i>dont intérêts de la dette</i>	123 319	195 526	195 724	105 202	98 084	90 749
<b>Recettes d'investissement</b>	930 806	2 971 710	1 751 207	3 407 809	239 732	105 858
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	100 940	0	600 000	0	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	3 706 654	4 830 758	5 205 559	9 026 091	1 911 406	1 654 978
<i>dont capital de la dette</i>	281 519	210 673	258 366	276 332	283 473	290 832
<i>dont P.P.I</i>	3 124 130	4 620 002	4 585 193	8 749 759	1 627 933	1 364 146

Soldes financiers

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Epargne brute	2 837 430	1 996 387	2 872 407	2 099 521	1 747 742	1 681 423
Epargne nette	2 555 911	1 785 714	2 614 041	1 823 189	1 464 269	1 390 591

En 2015, l'augmentation de l'épargne brute est significative. Elle est due à l'augmentation de la taxe foncière mais aussi à des rôles supplémentaires.

Endettement

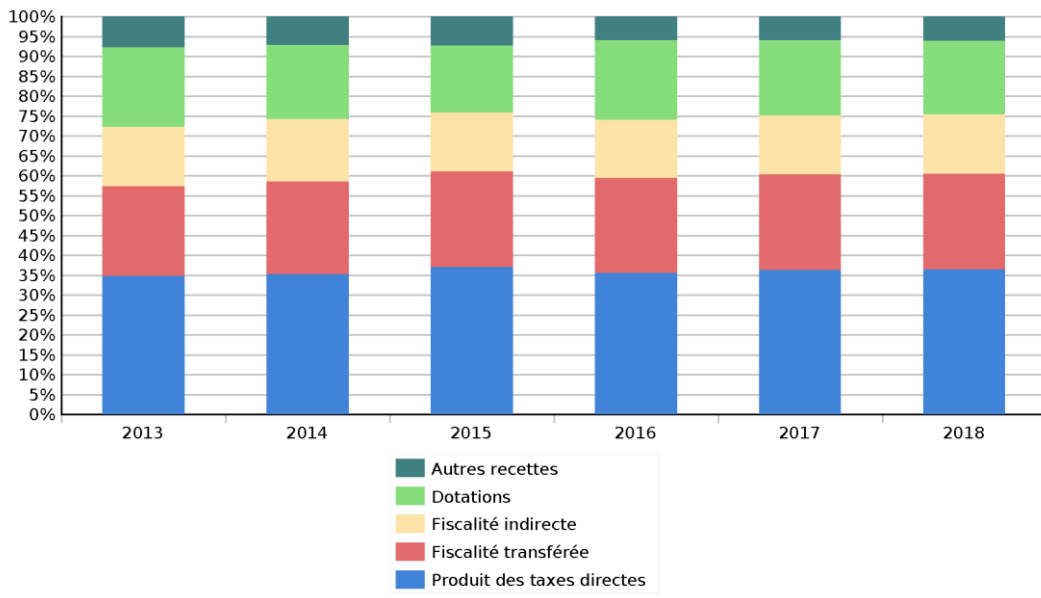
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours au 1er janvier	4 599 812	4 318 293	4 107 620	3 887 987	3 664 901	3 432 324
Ratio de désendettement	1,5 ans	2,1 ans	1,3 ans	2 ans	1,9 ans	1,9 ans
Emprunt	0	100 940	0	600 000	0	0

Malgré le niveau d'investissement près de 9 000 000 € en 2016, le recours prévisionnel à l'emprunt resterait minime. Cela est possible grâce à l'octroi d'une subvention pour la piscine (DETR 400 000 €) et à la diminution de la participation au schéma d'aménagement numérique (SLAN) 1 024 000 € au lieu de 1 600 000 € et à son étalement dans le temps, 4 ans au lieu de 2 ans.

## LE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement évolueraient de 3 %.

## Répartition des recettes de fonctionnement

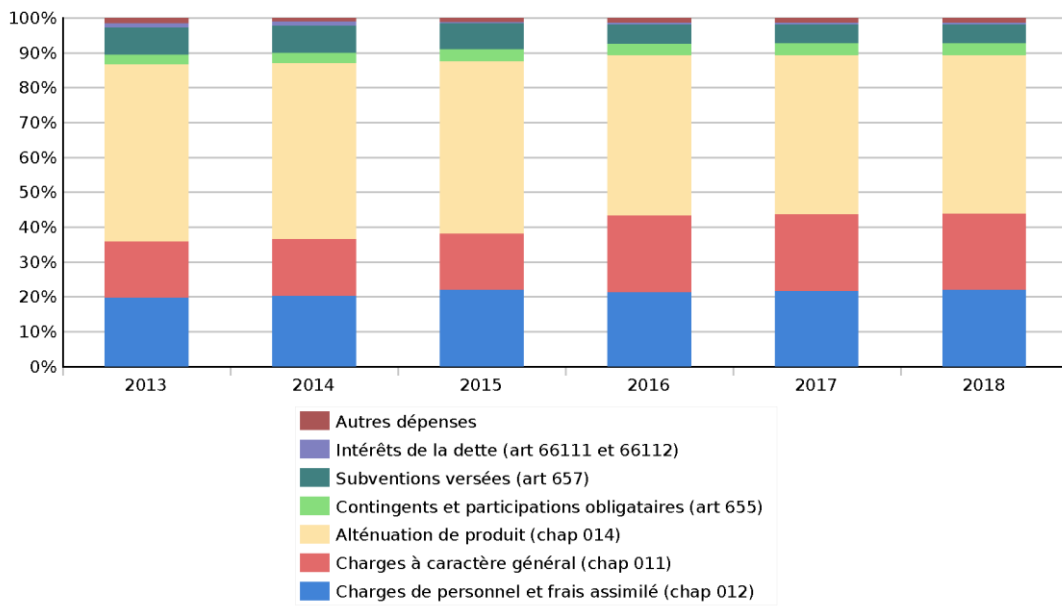


Cependant les dépenses de fonctionnement évolueraient en 2016 de plus de 8 %, cette évolution est due à l'intégration du budget du transport scolaire dans le budget principal mais aussi à la mise en place de services supplémentaires qui sont comptabilisées en année pleine en 2016.

Il est toutefois demandé aux services de freiner voire de diminuer l'évolution du fonctionnement dans la mesure du possible.

Cette politique a été engagée depuis 2014 et a permis par exemple de faire une économie de près de 140 000€ (négociation de la dette, rachat du siège de la CCEMS, nouveaux contrats assurance et téléphonie...)

## Répartition des dépenses de fonctionnement



\*014 – Remboursement aux Communes CLET + SYGOM

## LA FISCALITE

	Prospective				
	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Taxe professionnelle</b>					
Base cotisation foncière (CFE)	20 921 429	21 818 000	21 214 849	21 426 997	21 641 267
Taux de CFE (ex TP)	22,8200%	22,8200%	22,8200%	22,8200%	22,8200%
Produit de la CFE (ex TP)	4 774 270	4 978 868	4 841 229	4 889 641	4 938 537
<b>Taxe d'habitation</b>					
Base nette imposable taxe d'habitation	26 931 077	27 427 000	27 872 837	28 123 693	28 376 806
Taux taxe d'habitation	7,0600%	7,0600%	7,0600%	7,0600%	7,0600%
Produit de la taxe d'habitation	1 901 334	1 936 346	1 967 822	1 985 533	2 003 402

<b>Taxe sur le foncier bâti</b>					
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	30 994 144	31 417 000	31 441 181	31 724 152	32 009 669
Taux taxe foncière sur le bâti	0,3000%	1,8000%	1,8000%	1,8000%	1,8000%
Produit de la taxe foncière sur le bâti	92 982	565 506	565 941	571 035	576 174
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>					
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	684 047	705 000	711 345	717 747	724 207
Taux taxe foncière sur le non bâti	2,4900%	2,4900%	2,4900%	2,4900%	2,4900%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	17 033	17 555	17 712	17 872	18 033
<b>Produit des taxes directes</b>	<b>6 785 619</b>	<b>7 498 274</b>	<b>7 392 705</b>	<b>7 464 080</b>	<b>7 536 147</b>
Taxe additionnelle au foncier non bâti (-731)	0	73 499	73 499	73 499	73 499
Rôles supplémentaires	152 011	254 335	0	0	0
<b>Produit des contributions directes</b>	<b>6 937 630</b>	<b>7 826 108</b>	<b>7 466 204</b>	<b>7 537 579</b>	<b>7 609 646</b>

Pour faire face à la prise de compétences sans transfert de dépenses des communes et à la perte de DGF, en 2015 il avait été décidé d'augmenter de façon significative la taxe foncière. Cette décision permet de maintenir le niveau d'épargne et de ne pas augmenter les impôts des ménages.

La prospective fiscale est basée sur une évolution des bases de 1 % et en diminuant la base de CFE 2016 pour tenir compte de la fermeture d'entreprises (moins 2%).



## PLAN PLURIANNUELLE D'INVESTISSEMENT (PPI)

	2015	2016	2017	2018	Total
Maison pluridisciplinaire de santé vallée de Seine	990 912	1 824 314	0	0	2 815 226
Salle de sport Heudreville	20 790	890 771	0	0	911 561
Travaux de voirie VC1	13 089	0	0	0	13 089
Rénovation et aménagements installations sportives	0	258 500	0	0	258 500
Ouvrage de gestion d'eaux pluviales	0	92 400	78 000	0	170 400
Accessibilité dans les bâtiments	0	60 000	50 000	56 000	166 000
PLUI	0	200 000	100 000	0	300 000
Amélioration des performances énergétiques dans les bâtiments	0	51 000	36 000	46 000	133 000
Bassins versants	55 620	633 261	947 424	293 318	1 929 623
Réhabilitation et extension de la piscine	1 245 996	3 448 000	0	0	4 743 996
Pôle enfance	287 205	15 001	0	0	302 206
Centre de loisirs	469 696	76 940	0	0	546 636
Achat siège social CCEMS	1 024 429	0	0	0	1 024 429
Achat terrain Bernard Horcholles	0	150 000	0	0	150 000
Fond de concours voirie	0	50 000	0	0	50 000
Investissement divers	397 756	270 800	250 000	250 000	770 800
Maison pluridisciplinaire de santé vallée d'Eure	0	50 000	0	0	50 000
Rénovation stade de St Pierre Bailleul	1 896	254 000	0	0	255 896
Vestiaires de la Croix St Leufroy	23 804	260 000	0	0	283 804
Participation achat terrain SNCF Heudreville	10 000	0	0	0	10 000
Rond-point Sainte Barbe	44 000	44 000	44 000	0	132 000
SLAN	0	70 772	122 509	718 828	912 109
Divers diagnostics et études		50 000			
<b>Total</b>	<b>4 585 193</b>	<b>8 749 759</b>	<b>1 627 933</b>	<b>1 364 146</b>	<b>16 327 031</b>

Près de la moitié des crédits d'investissements 2016 sont des restes à réaliser de 2015.

### ZONES ECONOMIQUES

Les travaux sur les zones économiques sont en cours de chiffrage ils concernent principalement la ZAC des Houssières et celle de Courcelles Sur Seine.

### SERVICE EAU POTABLE

	Prospective			
	2015	2016	2017	2018
Produit des ventes et prestations	383 667	497 054	502 024	507 045
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>383 667</b>	<b>497 054</b>	<b>502 024</b>	<b>507 045</b>
Charges à caractère général (chap 011)	99 349	109 348	123 363	105 430
Intérêts de la dette (art 66111)	53 112	49 988	84 864	103 842
Autres dépenses de fonctionnement	0	57 946	0	0
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>152 461</b>	<b>217 282</b>	<b>208 227</b>	<b>209 272</b>
<b>Epargne de gestion</b>	<b>284 318</b>	<b>329 760</b>	<b>378 661</b>	<b>401 615</b>
Intérêts de la dette	53 112	49 988	84 864	103 842
<b>Epargne brute</b>	<b>231 206</b>	<b>279 772</b>	<b>293 797</b>	<b>297 773</b>
Remboursement capital de la dette (chap 16)	63 622	63 622	111 066	142 928

hors 166, 16449 et 1645)				
<b>Epargne nette</b>	<b>167 584</b>	<b>216 150</b>	<b>182 731</b>	<b>154 845</b>
Emprunts	0	950 000	600 000	300 000
Autres recettes	80 000	203 287	6 000	0
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>80 000</b>	<b>1 153 287</b>	<b>606 000</b>	<b>300 000</b>
Sous-total dépenses d'équipement	600 856	1 200 603	630 000	500 000
Autres investissements hors PPI	0	136 000	116 000	116 000
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	63 622	63 622	111 066	142 928
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>664 478</b>	<b>1 400 225</b>	<b>857 066</b>	<b>758 928</b>
Fonds de roulement en début d'exercice	530 246	176 974	209 807	252 539
Résultat de l'exercice	- 353 272	32 834	42 732	- 161 156
Fonds de roulement en fin d'exercice	176 974	209 807	252 539	91 383
Capital Restant Dû cumulé	1 013 066	949 444	1 835 822	2 324 756

La projection budgétaire montre que le niveau d'épargne permet de ne pas augmenter la participation des usagers mais à condition que les volumes d'eau ne diminuent pas.

Les investissements sont financés par des emprunts mais qui resteront à caler en fonction des subventions et de la vitesse d'exécution des opérations.

### Les dépenses prévues au PPI

	2015	2016	2017	2018	Total
Mise en conformité des captages	0	30 000	20 000	0	50 000
réservoir et canalisation (forage de Port Mort)	18 615	249 148	0	0	267 763
Améliorations portées sur les installations de production	1 218	225 290	100 000	0	326 508
Etudes diverses	170 000	100 000	10 000	0	280 000
Réhabilitation des canalisations	411 023	596 165	500 000	500 000	2 083 116
<b>Total</b>	<b>600 856</b>	<b>1 200 603</b>	<b>630 000</b>	<b>500 000</b>	<b>3 007 387</b>

### SPAC

	Prospective			
	2015	2016	2017	2018
Produit des ventes et prestations	386 706	386 908	387 113	387 320
Dotations	157 548	150 000	150 000	150 000
Autres recettes d'exploitation	185	185	185	185
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>544 439</b>	<b>537 093</b>	<b>537 298</b>	<b>537 505</b>
Charges à caractère général (chap 011)	123 043	125 163	127 666	130 220
Intérêts de la dette (art 66111)	114 231	86 361	80 518	134 828
Autres dépenses de fonctionnement	54 911	- 4 073	- 4 073	- 4 039
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>292 185</b>	<b>207 451</b>	<b>204 111</b>	<b>261 009</b>
Intérêts de la dette	114 231	86 361	80 518	134 828
<b>Epargne brute</b>	<b>252 254</b>	<b>329 642</b>	<b>333 187</b>	<b>276 496</b>
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	182 600	207 102	208 350	270 348
<b>Epargne nette</b>	<b>69 654</b>	<b>122 540</b>	<b>124 837</b>	<b>6 148</b>
Emprunts	0	0	1 500 000	2 300 000
Autres recettes	1 554 024	1 717 159	1 803 725	2 450 725
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 554 024</b>	<b>1 717 159</b>	<b>3 303 725</b>	<b>4 750 725</b>
Sous-total dépenses d'équipement	504 913	2 653 995	3 185 000	4 530 002
Autres investissements hors PPI	236 809	236 809	236 809	236 809
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	182 600	207 102	208 350	270 348
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>924 322</b>	<b>3 097 906</b>	<b>3 630 159</b>	<b>5 037 159</b>

Fonds de roulement en début d'exercice	514 995	1 396 951	345 846	352 598
Résultat de l'exercice	881 956	- 1 051 105	6 752	- 9 938
Fonds de roulement en fin d'exercice	1 396 951	345 846	352 598	342 660
Capital Restant Dû cumulé	2 959 158	2 763 830	2 566 748	3 867 817

### Les dépenses prévues au PPI

	2015	2016	2017	2018	Total
Réaménagement STEP Saint Julien de la Liègue	12 737	424 329	0	0	437 066
Extension réseau Gaillon - Saint Pierre la Garenne	869	720 000	650 000	730 000	2 100 869
Aménagement station de Bernières sur Seine	20 455	75 523	230 000	400 000	725 978
5 - STEP LA CROIX SAINT LEUFROY + RESEAUX	11 055	275 906	2 080 000	3 200 002	5 566 963
Agrandissement STEP Aubevoye	390 282	376 355	0	0	766 637
Réhabilitation des lagunes	0	132 000	0	0	132 000
Travaux réseaux Emainville	47 314	79 595	0	0	126 909
Extension réseaux	18 301	350 000	25 000	0	393 301
Réhabilitation de réseaux	3 900	220 287	200 000	200 000	624 187
<b>Total</b>	<b>504 913</b>	<b>2 653 995</b>	<b>3 185 000</b>	<b>4 530 002</b>	<b>10 873 910</b>

La projection budgétaire montre que le niveau d'épargne permet de ne pas augmenter la participation des usagers mais à condition que les volumes d'eau ne diminuent pas.

Les investissements sont financés par des emprunts mais qui resteront à caler en fonction des subventions et de la vitesse d'exécution des opérations.

### SPANC

Les réhabilitations des installations d'assainissement non collectif se poursuivront pour un montant de 780 000 €.

### RESEAU DE CHALEUR

Les dépenses principales sont le remboursement de la dette et les frais de personnel remboursé au budget principal. Les recettes sont la surtaxe et la redevance de la CRAM.

#### **11. TARIF EXCEPTIONNEL DE LA PISCINE AQUAVAL DU 9 JANVIER AU 30 AVRIL 2016**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**ENTERINE** la mise en place d'un tarif exceptionnel pour l'achat d'une entrée adulte, une entrée enfant de – de 12 ans est offerte le samedi après-midi du 9 janvier au samedi 30 avril 2016 inclus.

#### **12. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL ET DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'EURE POUR L'HOMOLOGATION DU STADE ET LA CONSTRUCTION DE VESTIAIRES A SAINT PIERRE DE BAILLEUL**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

**DECIDE** de solliciter une demande de subvention auprès de la Fédération Française de Football et du conseil départemental de l'Eure pour l'homologation du terrain de football et la construction de vestiaires au stade de Saint Pierre de Bailleul,

**AUTORISE** la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette opération,

**S'ENGAGE** à inscrire tant la dépense que la recette au budget 2016.

**LA SEANCE EST LEVEE A 20h45**